



HAL
open science

Le Nicaragua insurgé

Julien Dufrier

► **To cite this version:**

| Julien Dufrier. Le Nicaragua insurgé. Cahiers des Amériques Latines, 2019, 90. halshs-02159503

HAL Id: halshs-02159503

<https://shs.hal.science/halshs-02159503>

Submitted on 18 Jun 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Le Nicaragua insurgé

Julien Dufrier



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/cal/9098>

ISSN : 2268-4247

Éditeur

Institut des hautes études de l'Amérique latine

Édition imprimée

Date de publication : 30 avril 2019

Pagination : 7-18

ISBN : 978-2-37154-122-1

ISSN : 1141-7161

Ce document vous est offert par Université de Cergy-Pontoise



Référence électronique

Julien Dufrier, « Le Nicaragua insurgé », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 90 | 2019, mis en ligne le 02 mai 2019, consulté le 18 juin 2019. URL : <http://journals.openedition.org/cal/9098>

Ce document a été généré automatiquement le 18 juin 2019.



Les *Cahiers des Amériques latines* sont mis à disposition selon les termes de la licence Creative Commons Attribution – Pas d'utilisation commerciale – Pas de modification 4.0 International.

Le Nicaragua insurgé

Julien Dufrier

En memoria y en respeto a las y los
« valeverguistas » de las universidades y de los
barrios que dieron el pecho durante la
insurrección de abril 2018 en Nicaragua.



« La tradition de toutes les générations mortes
pèse d'un poids très lourd sur le cerveau des
vivants. Et même quand ils semblent occupés à se
transformer, eux et les choses, à créer quelque
chose de tout à fait nouveau, c'est précisément à
ces époques de crise révolutionnaire qu'ils

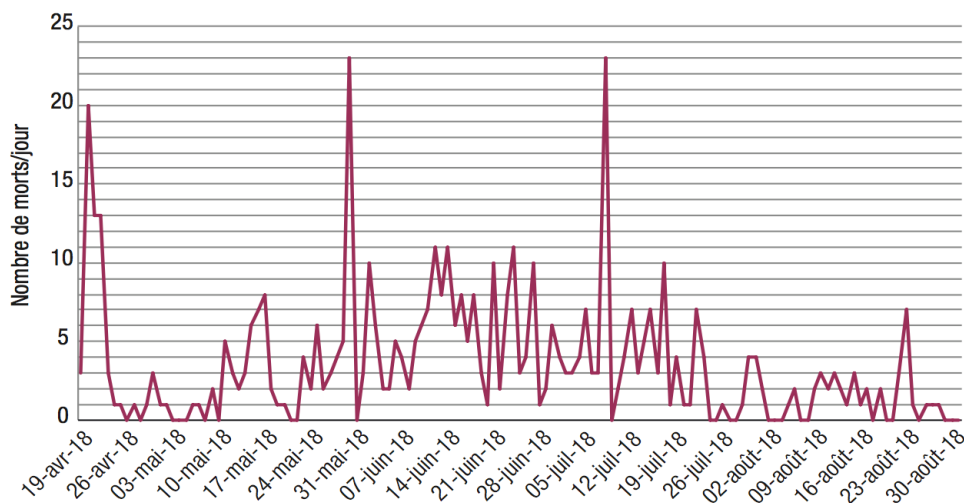
évoquent craintivement les esprits du passé, qu'ils leur empruntent leurs noms, leurs mots d'ordre, leurs costumes, pour apparaître sur la nouvelle scène de l'histoire sous ce déguisement respectable et avec ce langage emprunté. »

Karl Marx, *Le 18 de Brumaire de Louis Bonaparte*,

1851.

- 1 Crise sociopolitique, soulèvement populaire, rébellion citoyenne, insurrection civique et pacifique. Autant de termes qui témoignent la difficulté pour les sciences sociales de définir la séquence qui s'est ouverte le 18 avril 2018 au Nicaragua. Bientôt dix mois que le Nicaragua est secoué par une crise sociopolitique sans commune mesure depuis que le front sandiniste de libération nationale a renversé la dictature de Somoza à la fin des années 1980. Certes le conflit interne¹ qui laissa plus 50 000 morts, une génération de mutilés et un traumatisme toujours palpable dans la société nicaraguayenne ne s'est achevé que progressivement. Mais d'avril à septembre 2018, la mortalité liée au conflit² est à la fois sans égale et quotidienne (cf. graphique 1)³.

Graphique 1. Évolution de la mortalité liée à la crise sociopolitique au Nicaragua entre le 19 avril et le 31 août 2018



Source : élaboration par l'auteur, d'après le rapport de l'association nicaraguayenne pour les droits de l'homme (ANPDH) du 2 septembre 2018.

- 2 Après les premières manifestations réprimées à León puis à Managua le 18 avril, les étudiants se sont retranchés dans leurs universités et les affrontements font trois premiers morts (dont un policier) le 19 avril à Managua. Les premières barricades s'érigent le lendemain dans les quartiers orientaux de la capitale tandis que les mobilisations se propagent dans les départements. Depuis « la rue » et les quartiers s'engage une dynamique conflictuelle avec le gouvernement Ortega-Murillo. Un dialogue national est convoqué par l'exécutif dès le dimanche 22 avril⁴. Le lendemain, la première grande marche nationale inaugure une série de marches et de manifestations civiques, modalité de récupération de « la rue » parallèle et solidaire des barricades et des barrages. Cette séquence se clôt avec – et par – une répression constante et systématisée, qui parvient à écraser toute contestation dans les quartiers à la mi-juillet et toute

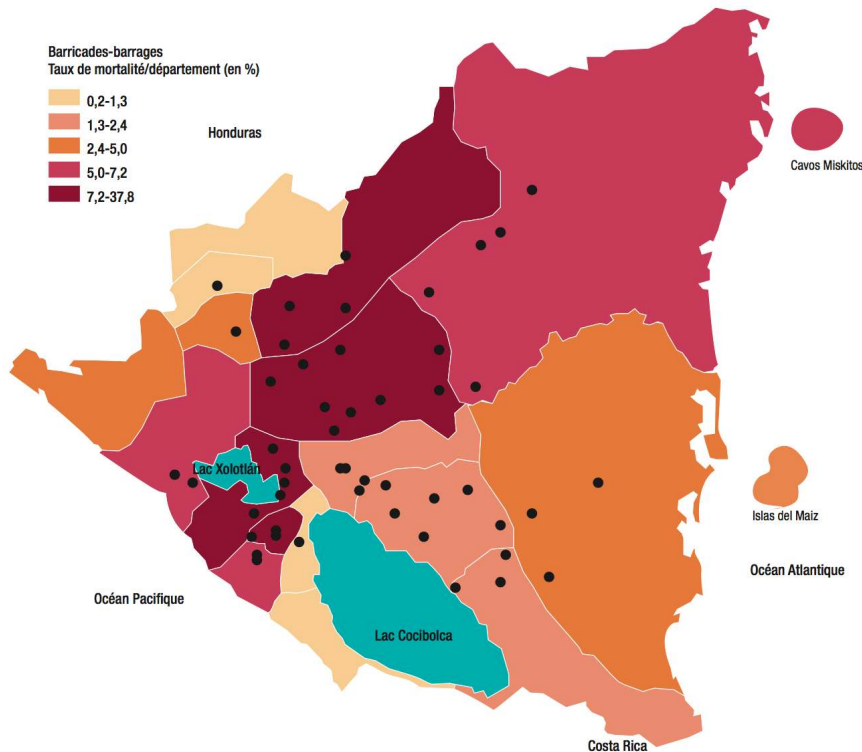
manifestation dans l'espace public à la mi-octobre, le dimanche 14 octobre précisément, jour de la dernière marche « bleu et blanc ».

- 3 Pour les sciences sociales, cette temporalité constitue un événement, autrement dit, un phénomène disruptif dans la vie sociale, difficile à rendre intelligible, mais au caractère irréversible. L'équilibre social et le *statu quo* politique sont rompus et impactent le rapport des citoyens à l'État et aux gouvernants⁵. Situation révolutionnaire. Également ! Pas uniquement sur la base d'un critère numérique dans un espace public temporairement « reconquis », ni à l'aune de ses expressions insurrectionnelles à Managua ou dans d'autres villes du Nicaragua, mais du fait de la dynamique « d'extension de la contestation du pouvoir à une fraction significative de la population » [Bennani-Chraïbi et Filleule, 2012, p. 781]. C'est la mise en mouvement d'une société à travers des « mobilisations multisectorielles » et la formation de « coalitions transclassistes » [*ibid.*, p. 780] entre groupes d'acteurs (jeunesse universitaire, jeunesse de quartiers, entreprise privée, employés, artisans, paysans, retraités, journalistes, médecins, artistes, prêtres catholiques, féministes, etc.) évoluant dans des espaces sociaux d'ordinaire différenciés, qui confère à cette situation son caractère révolutionnaire.
- 4 Fondée sur des observations de terrain, cette chronique montre comment les acteurs du moment présent ont, d'une part, donné sens à leur résistance en adossant leur engagement sur la mémoire des luttes passées et, d'autre part, resignifié les symboles fondamentaux et performatifs de l'État nation nicaraguayen pour unifier et cadrer les différentes expressions protestataires.

Mécanique d'une situation révolutionnaire

- 5 L'après-midi du 18 avril 2018, des manifestations pacifiques sont organisées contre la réforme de l'Institut nicaraguayen de sécurité sociale-INSS (décret présidentiel n ° 03-2018)⁶. Elles sont réprimées d'abord à León et puis à Managua. Dans la capitale, au *Camino de Oriente*, les forces de choc du parti au pouvoir (les « turbas », « les bandes » de la Jeunesse sandiniste et les « motorizados »), tentent par les coups de dissoudre la file des manifestants alignés sur la *Carretera a Masaya*, axe routier principal qui traverse Managua du nord au sud. Plus tard, les forces anti-émeutes parviennent à les disperser. Ces pratiques de répressions contre toute forme de protestations visibles dans l'espace public sont « ordinaires » et systématiques depuis 2008. Dans la soirée, des membres de la Jeunesse sandiniste mènent un assaut enragé contre des étudiants sortis de classe pour dénoncer cette répression devant le portail de l'université centraméricaine (UCA). Filmées aux téléphones portables, les scènes de violence et de vandalisme de la journée deviennent virales sur les réseaux sociaux.
- 6 Dès le lendemain matin, le jeudi 19, les étudiants de l'université nationale agraire (UNA) occupent l'infrastructure et affrontent les forces anti-émeutes : pierres et mortiers contre bombes lacrymogènes et balles de caoutchouc. On se trouve face à des acteurs dont les « séquences d'interaction sont structurellement réglées » et qui disposent « d'un sens partagé de la situation » [Bennani-Chraïbi et Filleule, 2012, p. 786] si l'on se réfère à l'histoire protestataire entre étudiants et force de police, et notamment aux périodes 1990-1992 et 1995-1996⁷. Vers 10 h 30, je me trouve au portail de l'université nationale d'ingénierie (UNI) où se masse une foule d'étudiants, tout comme devant l'UCA toute proche (cf. carte 1).

Carte 1. Distribution des barrages et barricades au Nicaragua et mortalité par département entre le 19 avril et le 31 août 2018



Source : élaboration par l'auteur, d'après *Confidencial* du 7 juin 2018, rapport de l'ANPDH du 2 septembre 2018.

- 7 L'ambiance est tendue. Les forces anti-émeutes sont déployées sur le rond-point Rubén Darío. Un groupe d'étudiants enflamme un t-shirt de la Jeunesse sandiniste sous les insultes, en scandant la devise nationale « *Patria libre o morir* ». Des mots que le Général Augusto César Sandino, refusant de déposer les armes contre l'occupant américain, coucha sur une lettre à destination du capitaine des *Marines* Gilbert D. Hatfield le 4 mai 1927. Un autre étudiant, Constitution politique du Nicaragua à la main, s'exclame : « Ils nous violent nos droits constitutionnels, nos droits d'expression, nos droits de manifester, notre droit de voter librement ».
- 8 Un glissement s'opère. La jeunesse universitaire est dans la rue, avec les retraités, les employés ou les activistes des mouvements féministes ou environnementalistes. Non seulement la jeunesse universitaire, mais aussi des frères, des sœurs, des amis, déjà diplômés ou pas. Ce n'est plus le retrait d'une réforme qui est invoqué, mais une revendication citoyenne éminemment politique : la récupération de droits civils et civiques fondamentaux. Des affrontements avec la police s'ensuivent. Dans l'après-midi, la police, appuyée par des groupes en civil armés, attaque les étudiants entre la cathédrale de Managua et le stade national. Le même jour, on compte les premiers morts, parmi eux, Darwin Manuel Urbina, adolescent de 17 ans, abattu par la police près de l'université polytechnique (Upoli). L'escalade répressive produit des chocs émotionnels en série. Le lendemain, l'agonie d'Álvaro Manuel Conrado est virale sur les réseaux sociaux. Collégien d'une quinzaine d'années, venu apporter de l'eau aux étudiants de la UNI, ses derniers mots, « *Me duele respirar* » (« J'ai mal quand je respire »), commotionnent

la société nicaraguayenne. L'analogie avec les « *niños martires* » (les enfants martyrs) de l'insurrection de 1979 prend racine.

- 9 C'est le point de non-retour. Les règles et les codes implicites et explicites qui régissent les relations entre manifestants et police sont cassés. À présent, la police tire pour tuer. C'est un choc moral et émotionnel. Dès lors, dans les échanges ordinaires entre citoyens, la police est nommée la *Guardía* (en référence à l'appareil militaro-policiier de la dictature somoziste) et l'ire se dirige contre ses ordonnateurs présumés : Rosario Murillo⁸ et Daniel Ortega. Les mobilisations s'accroissent et se propagent dans d'autres régions. Les répressions s'intensifient et les demandent se radicalisent au cri de : « *Que se vayan* » (« Qu'ils dégagent »).
- 10 La séquence 19-23 avril fait 58 morts au niveau national dont 41 à Managua (CIDH). Le 23, à l'appel du Conseil supérieur de l'entreprise privée — qui réunit les 26 organisations professionnelles et représente le patronat nicaraguayen —, la première des quatre marches nationales est organisée. Cette marche pacifique prend à revers le gouvernement dans sa stratégie répressive, du moins jusqu'au 30 mai et le *Managuazo*⁹.

Théâtralité et esthétisation de l'insurrection

« En ce moment précis, je crois que le plus important est de perdre la peur, car un des facteurs qui joue contre la transformation du FSLN, c'est la peur qui s'est emparée de la militance. Peur de briser des mythes. Peur d'être réduit au silence par les représailles. Peur aussi de perdre les ressources matérielles que la révolution a données à beaucoup. Ce qui nous unit, c'est la conviction que le FSLN n'appartient pas au noyau de dirigeants qui aujourd'hui l'ont séquestré, mais qu'il appartient à tous les sandinistes. Et pas seulement, non plus, qu'aux sandinistes. Il appartient à tout le peuple nicaraguayen, parce qu'il est né du peuple. »

Vilma Núñez de Escorcía, *Envío*, n° 214,
janvier 2000

Présidente du Centre nicaraguayen des droits de
l'homme (Cenidh)
Ancienne militante du Front sandiniste de
libération nationale

- 11 « *Somoza-Ortega son la misma cosa* » (« Somoza-Ortega, c'est la même chose »). Le cadre cognitif de valuation-évaluation du pouvoir ortéguste est sandiniste. Une partie de la population compare le gouvernement Ortega avec la période somoziste et plus particulièrement avec son dernier représentant, Anastasio Somoza Debayle (1967-1972, 1974-1979). La « somozisation » du régime de Daniel Ortega cadre le sens de la lutte et la sublime. Un autre slogan le martèle : « *cada uno tiene su 19* » (« chacun son 19 »). Le 19 juillet 1979, en effet, la Révolution sandiniste triomphait du somozisme. Les manifestants inscrivent la chronologie des faits dans la généalogie sandiniste et font du

19 avril 2018 — au lieu du 18 — l'origine de leur mouvement pour qu'il signifie le « début de la fin » du régime Ortega. Nombre d'organisations et de mouvements qui ont émergé dans l'espace réel et sur les réseaux sociaux en font un symbole : mouvement étudiant du 19 avril, mouvement universitaire du 19 avril, mouvement national du 19 avril, mouvement du 19 avril de Masaya etc.

- 12 La pièce révolutionnaire ne s'écrit pas de n'importe quelle manière. Elle convoque, tout comme elle peut aussi les réajuster en fonction des logiques de situation, les modes d'action appris et transmis pendant les dernières années de la dictature d'Anastasio Somoza Debayle (1967-1972 ; 1974-1979) : les affrontements de rue entre protestataires et police, les marches citoyennes ou les manifestations, les barricades et les barrages, cette dernière, directement héritée de la période insurrectionnelle (1978-1979). Il serait erroné pourtant de réduire ces formes de résistance collective à une reprise de l'insurrection de 1979. Néanmoins, ce n'est pas tout de marcher, de s'imposer numériquement dans l'espace public ou de démonter les pavés d'une rue pour ériger un mur de protection. Les formes sont performatives en elles-mêmes : des référents culturels partagés, chargés de sens, réunissent et unifient le mouvement.
- 13 Couleurs et musique symbolisent le changement. La marée de bleu et blanc dans les rues, les drapeaux nationaux sur les barricades recouvrent le rouge et noir sandiniste omniprésent. La radio sandiniste *Radio Ya* est incendiée, les *Chayopalos* « des arbres de la vie » (rebaptisés par le diminutif de Rosario... Murillo) sont coupés, les statues d'Augusto C. Sandino ou de héros nationaux sont repeintes en bleu et blanc, des pancartes à l'effigie du couple présidentiel sont démontées : autant d'actes qu'accompagne toujours un *Salve a ti, Nicaragua*, l'hymne national. La lutte contre le pouvoir a été cadrée comme une libération de la patrie (« *rescate a la patria* »). Les Somoza étaient considérés comme les vassaux des États-Unis, des « *vendepatria* » corrompus (« vendeurs de patrie »). La concession accordée à une entreprise chinoise en 2013 pour la construction du grand canal interocéanique et plus largement certaines pratiques d'accaparement de ressources naturelles ou économiques, perçues comme autant de blessures et de souillures à la terre-patrie, ont renvoyé Daniel Ortega dans ce camp.
- 14 Parallèlement, les modes d'action, les codes langagier et vestimentaire, reprennent certaines pratiques d'organisation et de fonctionnement du Front sandiniste de libération nationale des années 1970 puis les retournent contre leurs détenteurs actuels. Pas si étrange si l'on regarde les trajectoires des acteurs mobilisés et leurs rapports au FSLN en tant que parti. Et même s'il y a des différences intra et intergénérationnelles, combien ont grandi, ont été socialisés politiquement au sandinisme dans leur famille, en passant par les différentes organisations du parti, au quartier, à l'université, au travail ? Combien en ont été déçus, certes pour des motifs totalement distincts ? Combien se reconnaissent sandinistes, mais pas « daniélistes » ou « chayistes » ? Combien s'identifient et se revendiquent d'un autre sandinisme, un contre-sandinisme, au-dessus du drapeau, celui de Carlos Fonseca, un sandinisme de valeurs et de don de soi, appris et transmis ?

Conclusion... incertaine

- 15 Après une période insurrectionnelle de plus de trois mois, fin août, le gouvernement a annoncé officiellement la déroute de la tentative de coup d'État et la normalisation de la situation. Aujourd'hui, les ronds-points principaux de la capitale, où sont postés des agents de la Direction des opérations spéciales de la police (DOEP), arborent les

décorations de la nativité. De petits groupes de militants (les *rotonderos* en référence au rond-point *rotonda*) du parti sandiniste les occupent, drapeaux rouge et noir à la main. L'avenue Bolívar est ornée d'autels en l'honneur de la *Purísima Concepción*, la Vierge Marie, qu'on célèbre le 7 décembre lors de la *Gritería*. Résonne un peu partout la *playlist* musicale des actes de militance dont le dernier morceau en date, « *¡Daniel se queda! Aunque te duela, mi comandante se queda* » (« Daniel reste ! Même si ça te fait mal, mon commandant reste »), composé au mois de juillet, au paroxysme de « l'opération nettoyage » des barricades et barrages. Loin du discours officiel, cette apparente « normalité », entendue comme l'éviction du conflit de l'espace public et sa récupération, rend juste compte non pas de la fin de la crise, mais du passage d'un état (ou d'une séquence) de la crise à un autre.

- 16 Difficile de conclure alors puisque le futur du Nicaragua est suspendu à un présent incertain. Au-delà de toute prédiction périlleuse, il peut être envisagé de façon binaire, ou du moins c'est ainsi qu'à ce stade il est construit par les médias et représenté dans la société nicaraguayenne, comme une manière de conjurer l'imprévisible. Peut-être s'agit-il de deux étapes successives ? Un futur proche, l'autre plus lointain.
- 17 D'un côté, l'État-parti et le bloc des différents secteurs pro-gouvernement vont probablement se maintenir au pouvoir jusqu'au prochain processus électoral de 2021, « *cueste lo que cueste* » (« coûte que coûte »). La répression indiscriminée et létale a engendré et « maté » une situation révolutionnaire. Aujourd'hui, une répression plus sélective, par l'intimidation (« au mieux ») ou le dénigrement, s'est portée contre l'Église catholique et sur les médias (presse, radios, télé). Les manifestants et les figures de proue des mouvements étudiant et paysan, membres de l'Alliance civique pour la démocratie et la justice, présents à la table du dialogue national sont présentés comme des criminels et traduits en justice. En fait, cette forme plus qualitative de répression — qualifiée populairement de « *cacería* » (la chasse) — a deux conséquences : la prison ou l'exil. Depuis la résidence présidentielle *El Carmen* une division du travail de répression planifiée et systématique est mise en pratique depuis les institutions de l'État, police, justice, universités, hôpitaux (etc.) et à travers les organisations du parti sandiniste qui lui sont intrinsèquement liées (Jeunesse sandiniste, conseils du pouvoir citoyen, syndicats). La négation de cette violence (le mensonge) est couverte par la rhétorique du coup d'État. Elle est diffusée par un appareil médiatique constitué en cartel familial, dont la communication est verrouillée par Rosario Murillo, vice-présidente du Nicaragua, mais aussi coordinatrice du conseil de communication et de citoyenneté depuis onze ans. Mis à part le noyau dur de la militance sandiniste, elle ne jouit que de peu de crédibilité dans la société nicaraguayenne, qui préfère s'informer via la chaîne d'information continue 100 % *Noticias* ou les réseaux sociaux.
- 18 Les seuls usages d'une violence politique instrumentale et du mensonge au sens arendtien traduisent à la fois le pouvoir du régime, mais aussi sa faiblesse : sa perte d'autorité, son illégitimité. Seuls 20 % des citoyens et citoyennes contre 42 % en 2017 font confiance au gouvernement, selon le dernier sondage du *Latinobarómetro* paru le 27 novembre dernier. Une défiance qui se généralise à l'ensemble des institutions étatiques au premier rang duquel la police nationale. *Quid* de l'armée ? Restée en marge de la crise, elle est aussi sérieusement questionnée pour son inaction, notamment pour ne pas être intervenue dans le désarmement des groupes parapoliciers. Acteur « neutre » constitutionnellement, elle ne pourra pas indéfiniment maintenir cette position. Jusqu'à quel point le général des armées, Julio César Avilés, qui durant les fêtes patriotiques du mois de septembre, célébrait

au côté du président Ortega le 39^e anniversaire de la création de l'institution, pourra lui conserver sa loyauté ? Que se joue-t-il dans les coulisses de l'institution militaire, seul acteur interne capable de renverser les rapports de force et de contraindre le gouvernement à négocier ? L'armée est un acteur économique. Elle détient des activités bancaires, des investissements dans la construction, les hôpitaux, les universités et possède des capitaux placés dans la bourse de valeurs aux États-Unis. Si ses intérêts sont menacés, peut-être tiendra-t-elle un rôle de premier ordre dans l'avenir proche ?

- 19 Car de l'autre côté, la sortie constitutionnelle du gouvernement, un abandon du pouvoir théorisé politiquement et médiatiquement par un « *aterizaje suave* » (« atterrissage en douceur »), à travers la réinstauration du dialogue national conduirait à des élections anticipées. Dans cette dernière option, le poids de l'administration et de la diplomatie étasuniennes dans les différentes instances régionales (OEA, ONU) joue un rôle prépondérant. Placés sous le coup de la Loi Magnitsky par le trésor américain (interdiction de territoire, gel des avoirs et des transactions financières aux États-Unis), des hauts fonctionnaires ou proches de la famille Ortega comme Francisco López (trésorier du FSLN, ancien président de Petronic et de l'entreprise nationale des mines), Francisco Díaz (directeur de la police nationale) ou Fidel Moreno (ancien dirigeant de la Jeunesse sandiniste et secrétaire général de la mairie de Managua) ont été sanctionnés pour corruption ou pour atteintes aux droits de l'homme. Le 26 novembre, Rosario Murillo intègre cette liste. Initiative en forme d'avertissement aux hauts fonctionnaires (de l'institution judiciaire notamment) qui vise aussi à affaiblir les réseaux de loyauté et à encourager un délitement interne du parti sandiniste.
- 20 Le même jour, Donald Trump considère la situation au Nicaragua comme une menace extraordinaire et inusuelle à la sécurité nationale et à la politique étrangère des États-Unis. Dans la foulée, le Sénat américain approuve la « *Magnitsky Nica Act* » dont le but est de conditionner les prêts des institutions financières internationales (Banque mondiale, Banque interaméricaine du développement, Fonds monétaire international) au retour de l'État de droit au Nicaragua et au respect des libertés civiques et civiles. Ces sanctions et ces menaces de représailles conjuguées à une économie en récession depuis septembre suffiront-elles à faire rasseoir le gouvernement à une table de dialogue national ? Plus encore, de l'histoire des conflits politiques au Nicaragua se dégage un schéma, forcément réducteur, de leur résolution (ou peut-être de leur non-résolution et de leur réapparition sous d'autres formes) : conflit-répression-conflit-dialogue-pacte/accord. Des accords — le plus souvent des arrangements entre élites ou concurrents au pouvoir — accompagnés d'une amnistie pour chaque partie. Ce qui est certain aujourd'hui, c'est l'aversion des citoyens nicaraguayens envers l'impunité et donc la volonté non seulement de démocratie, mais aussi de justice. La sortie de Daniel Ortega et de Rosario Murillo et la purge des institutions, si elles sont négociées, devront-elles se faire au prix de l'oubli forcé des victimes de l'insurrection ? Crise dans la crise, car il n'y aurait encore aucune certitude, au contraire, que la société nicaraguayenne soit encline à une nouvelle amnésie contrainte.

Managua, le 7 décembre 2018.

BIBLIOGRAPHIE

BATAILLON Gilles, « De Sandino aux contras : formes et pratiques de la guerre au Nicaragua », *Annales. Histoire, Sciences Sociales*, vol. 60, n° 3, 2005, p. 653-688.

BENNANI-CHRAÏBI Mounia et FILLIEULE Olivier, « Pour une sociologie des situations révolutionnaires : retour sur les révoltes arabes », *Revue française de science politique*, vol. 62, n° 5, 2012, p. 767-796.
Disponible sur : <https://doi.org/10.3917/rfsp.625.767>

COMBES Hélène et FILLIEULE Olivier, « De la répression considérée dans ses rapports à l'activité protestataire : modèles structuraux et interactions stratégiques », *Revue française de science politique*, vol. 61, n° 6, 2011, p. 1047-1072. Disponible sur : <https://doi.org/10.3917/rfsp.616.1047>

LOPEZ Francisco, BRENES Jaime et JIMENÉZ Augusto, « Consideraciones sobre el Movimiento Obrero Nicaragüense », *El sindicalismo y la crisis centroamericana en la presente década*, Coordinadora Regional de Investigaciones Económicas y Sociales (Cries), Managua, 1989, p. 205-222.

MORIN Edgar, « Pour une sociologie de la crise », *Communications*, vol. 12, n° 1, 1968, p. 2-16.
Disponible sur : <https://doi.org/10.3406/comm.1968.1168>

RUEDA ESTRADA Verónica, *Recompas, recontras, revueltos y rearmados: Posguerra y conflictos por la tierra en Nicaragua, 1990-2008*, coll. Historia internacional, Instituto Luis Mora, México DF, 2015.

NOTES

1. Le 19 juillet 1979, la dictature somoziste est renversée par l'organisation politico-militaire Front sandiniste de libération nationale. Débute la Révolution populaire sandiniste (1979-1990). Dès 1981, des groupes armés issus des rangs du régime somoziste déchu et d'autres progressivement formés par des secteurs hostiles vont s'opposer au projet révolutionnaire (parmi eux, le paysannat du nord-est et du centre du Nicaragua, dissidents du FSLN). Constituant une *Contra*, appuyée militairement et économiquement par l'administration Reagan, le conflit interne s'ouvre en 1982 et les affrontements armés avec l'Armée populaire sandiniste se durcissent en 1984. Le processus de paix en Amérique centrale initiée en 1983 par le groupe de la *Contadora* conduit aux Accords de Esquipulas II en 1987 et se traduit au Nicaragua par la signature des Accords de Sapoa le 23 mars 1988 [Bataillon, 2005 ; Rueda Estrada, 2015].

2. La dernière actualisation des victimes de la répression, communiquée par la Commission interaméricaine des droits de l'homme (CIDH) le 29 novembre 2018, rend compte de 325 morts, 610 prisonniers politiques, 300 personnes détenues arbitrairement.

3. Les rapports de l'Association nicaraguayenne pro-droits de l'homme (ANPDH) rendus public, recensent l'ensemble des décès, blessés, arrestations arbitraires survenus dans le cadre d'activités de protestations (manifestations, marches, barrages, barricades) et des affrontements entre citoyens et la police nationale ou groupes parapoliciers (entendus comme des groupes liés au parti sandiniste, équipés d'armes conventionnelles, sans uniforme, agissant conjointement ou non avec les forces de police). Le dernier rapport du 11 novembre recense 514 morts et 4 533 blessés.

4. Sans volonté politique et polarisé par des demandes inconciliables entre l'Alliance civique pour la justice et la démocratie (formée dans l'urgence) et les émissaires du gouvernement, il tourne court dès sa première tenue le 16 mai. Il est définitivement suspendu le 25 juin.

5. Pour un examen détaillé des rapports État/société et des conflictualités latentes, exprimées et/ou réprimées, il convient de se référer aux *Cahiers des Amériques latines* n° 87 (2018/1), intitulé « Nicaragua : sandinismo 2.0 ? » et notamment à l'article de Chamorro Luciana et Yang Emilia, « Movilización social y tácticas de control en el neosandinismo: el caso de #OcupaINSS », p. 91-115.

6. Pour le régime obligatoire, cette réforme prévoit un prélèvement mensuel de 5 % sur les pensions vieillesse (retraites), invalidité et incapacité et une augmentation des cotisations de 4,75 % pour les employés et jusqu'à 12 % pour les employeurs à partir du 1^{er} juillet 2018.

7. Entre 1990-1996, la communauté universitaire est fortement mobilisée pour défendre la Loi 89 et l'assignation de 6 % du budget national au système d'enseignement supérieur. L'Union nationale des étudiants nicaraguayens (Unen), syndicat étudiant affilié au parti sandiniste passé dans l'opposition après sa défaite aux élections de février 1990, sera le fer de lance des mobilisations estudiantines. Elles prendront la forme d'occupations des universités, de manifestations et d'affrontements avec les forces anti-émeutes. Autant de pièces du répertoire d'action collective récupérées dans les mobilisations d'avril.

8. Le jeudi 19 avril, lors de son allocution quotidienne de 14 heures, Rosario Murillo qualifie les protestataires qui ont pris la UNA et la UNI de « groupes minuscules qui portent atteinte à la paix et au développement avec des intérêts et des agendas politiques [...] ces groupes minuscules, ces petites âmes, toxiques, remplies de haine... » (traduit des déclarations de R. Murillo et disponible sur : <https://www.lavozdelsandinismo.com/nicaragua/2018-04-19/declaraciones-de-la-companera-rosario-murillo-vicepresidenta-de-nicaragua-19-4-2018-texto-integro/>)

Ce terme « minuscules », « *minúsculos* » (après viendront ceux de « vandales de la droite », « *vandálicos de la derecha* », « terroristes putchistes », « *terroristas golpistas* ») prendra un caractère performatif. Ce dénigrement radicalise encore davantage les étudiants. Ces expressions sont alors récupérées par les protestataires pour railler le pouvoir dès le 23 avril, dans nombre de productions musicales et caricatures.

9. Le mercredi 30 mai 2018, jour de la fête des mères, emmenée par « les mères d'avril », une marche est organisée à Managua. Durant l'après-midi, dans l'avenue universitaire où se trouve l'université nationale d'ingénierie (UNI), des affrontements opposent des manifestants avec la police et des groupes armés du parti sandiniste. Les protestataires lèvent des barricades à différents niveaux de la voie pour se protéger des tirs de la police et des groupes parapoliciers. Neuf personnes sont tuées parmi les manifestants, certaines abattues par des tireurs d'élite. Les manifestations du 30 mai compteront 16 morts au niveau national.

AUTEUR

JULIEN DUFRIER

Julien DUFRIER est doctorant contractuel en sociologie à l'IHEAL-Creda. Sa thèse porte sur la citoyenneté et les processus de socialisation politique en milieu populaire urbain. Le projet de recherche se fonde empiriquement sur le modèle politique du pouvoir citoyen instauré au Nicaragua depuis 2007, dans les quartiers populaires de Managua.